

## Tendances observées d'octobre à décembre 2025 issues des analyses du Groupe de travail d'analyse de crises et qualité de réponse (GTACQ)

Provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu et Ituri

République démocratique du Congo



### Messages clés

- Au dernier trimestre 2025, le contexte humanitaire à l'est était caractérisé par une **recrudescence des déplacements de population, combinée à la hausse des prix** des produits de première nécessité et à la **dégradation** continue de certaines **infrastructures essentielles**, aggravant la **vulnérabilité des ménages** de la zone.
- L'**accès humanitaire** était sous pression et **hautement volatile** au cours de la période, en raison de l'augmentation des **incidents affectant les acteurs humanitaires**, ce qui entravait ou limitait les opérations des différents acteurs.
- **Les besoins et les gaps** augmentaient face à une réponse humanitaire insuffisante, notamment en raison des contraintes d'accès et du déficit de financement. Les zones de santé (ZS) de **Lulingu, Walikale, Mweso ou Fizi** enregistraient des gaps importants, illustrant un décalage persistant entre l'évolution rapide des besoins et la capacité de réponse humanitaire.

### Introduction et objectifs

Bien que le processus annuel du cycle de programmation humanitaire (HPC) permette une priorisation annuelle des ressources au niveau stratégique, le contexte instable à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) nécessitait de nouvelles initiatives robustes, consensuelles et transparentes pour renforcer les capacités d'analyses régulières et de priorisation sur les plans opérationnel et stratégique des acteurs. Basé sur un pilote mené en 2021 au Nord-Kivu, ainsi que sur plusieurs ateliers en 2022 concernant la nécessité de mise en commun et d'harmonisation des analyses, le GTACQ a été créé avec pour objectif d'améliorer la compréhension et l'analyse des crises en RDC et formuler des recommandations claires sur leur priorisation auprès des structures de coordination et des partenaires opérationnels, au travers d'un suivi contextuel des besoins humanitaires, des gaps et les capacités de réponse et des scénarios d'évolution.

### Ce qu'est le GTACQ

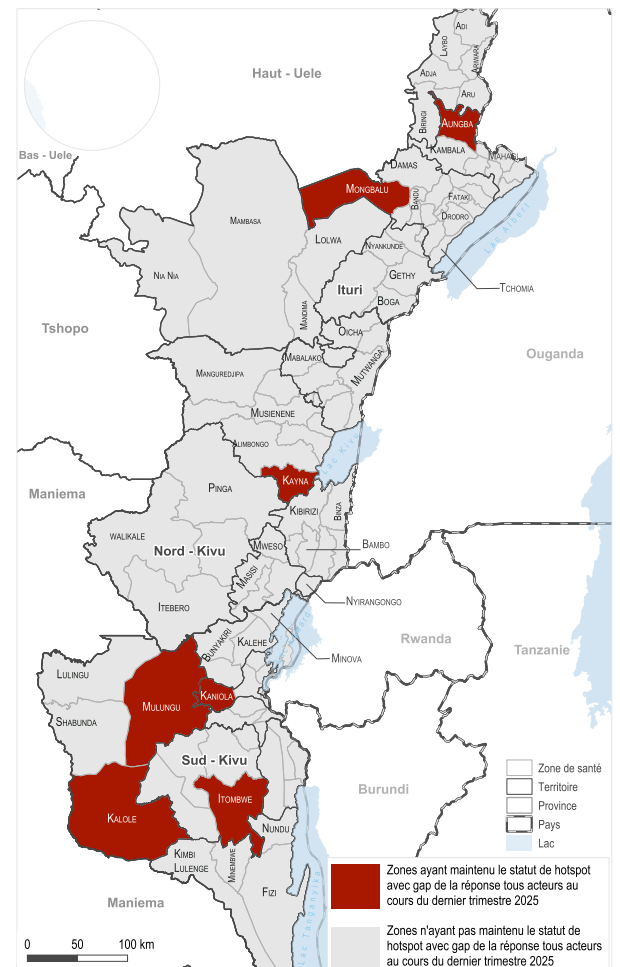
Le GTACQ, outil d'aide à la décision, permet de prioriser les zones de crise au niveau admin 3 (niveau ZS) à travers une analyse multisectorielle mensuelle fondée sur une échelle de gravité de 1 à 5 intégrant les besoins, le contexte, l'accès et les gaps de la réponse. En combinant des données secondaires (REACH, OCHA et partenaires), il identifie les hotspots où la gravité atteint le niveau 3 ou plus et informe les principales structures de coordination pour appuyer une prise de décision fondée sur des preuves.

### Bref rappel méthodologique

Tous les mois, une analyse est conduite à partir des données secondaires transmises par les partenaires, notamment les clusters, OCHA, les ONG et les autres acteurs humanitaires. Cette analyse alimente le suivi des dynamiques humanitaires selon les quatre composantes du cadre analytique : contexte, besoins, accès et gaps de la réponse. La liste détaillée des indicateurs suivis pour chacune de ces composantes est disponible [ici](#).

Retrouvez les [termes de références](#), la [page du GTACQ](#) et le [dashboard dynamique](#).

### ZS restées en hotspots tous-acteurs entre octobre-décembre 2025\*



\* La carte représente exclusivement les ZS "hotspot tous acteurs". En conséquence, certaines ZS du Nord-Kivu en statut "lifesaving" bien que critiques ne sont pas visualisées. Ce choix méthodologique vise à assurer la comparabilité inter-provinciale, notamment avec le Sud-Kivu où le statut "lifesaving" n'est pas systématiquement évalué en raison d'insuffisances de données.

## Evolution du contexte d'octobre à décembre 2025

À la fin de l'année 2025, les provinces des **Kivus et de l'Ituri** concentraient la majorité des personnes déplacées internes du pays, estimées à plus **4,1 millions de personnes** (OCHA, UNHCR décembre 2025). Dans ce contexte, les besoins humanitaires demeuraient élevés dans plusieurs secteurs, notamment en **sécurité alimentaire, accès aux soins de santé et nutrition** pour les ménages déplacés (OCHA, janvier 2026). Par ailleurs, les infrastructures de base, notamment les structures sanitaires, les réseaux d'eau et les voies d'accès restaient fortement dégradées à la suite des conflits répétés et de l'insécurité persistante (OCHA, janvier 2026). Face à l'ampleur et à la complexité de la crise, les capacités opérationnelles et les **ressources des acteurs humanitaires demeuraient largement insuffisantes** pour répondre de manière adéquate aux besoins des populations affectées (OCHA, janvier 2026).

### Octobre 2025: Intensification des contraintes opérationnelles

Au mois d'octobre de l'année 2025, plusieurs territoires des 3 provinces de l'est ont enregistré des mouvements de populations liés aux affrontements entre groupes armés et à l'insécurité persistante. Selon le CAT ([Crisis Analysis Team](#)), le **Nord-Kivu** était la province la plus affectée avec **55 334 ménages déplacés**, suivi du **Sud-Kivu avec 23 590 ménages déplacés** et de **l'Ituri avec 13 898 ménages déplacés**. Ces mouvements de population affectaient particulièrement les territoires de **Kabare, Kalehe, Walungu, Uvira et Fizi**. Dans les 3 provinces, on estimait environ **8,1 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire**, tandis que plus de **3,7 millions de personnes retournées** restaient fortement vulnérables, notamment dans les zones rurales où l'accès aux services reste limité (OCHA, octobre 2025). Par ailleurs, des incidents incluant des **restrictions de mouvement, des vols et des intrusions dans les bases humanitaires**, ainsi que des **actes d'intimidation contre le personnel humanitaire**, étaient rapportés (ACLED). L'insécurité persistante dans les territoires de **Masisi, Rutshuru, Djugu et Irumu** continuait de provoquer des déplacements de population et de limiter l'accès humanitaire à certaines zones affectées. En effet, **55 incidents affectant les acteurs humanitaires** étaient signalés en octobre contre 46 en septembre au Nord-Kivu et en Ituri (OCHA, octobre 2025).

### Novembre 2025: Persistance des déplacements et accès limité aux opérations humanitaires

En novembre 2025, la situation sécuritaire dans l'est de la RDC s'est davantage détériorée, marquée par une recrudescence d'attaques visant les populations civiles. Entre le **13 et le 19 novembre**, plusieurs attaques dans le territoire de **Lubero**, au Nord-Kivu, ont causé **des pertes en vies humaines, principalement parmi les civils, et provoqué de nouveaux déplacements** de population (ACLED). Par ailleurs, des mouvements de retour ont également été signalés par le [CAT](#), qui estimait que les populations **retournées représentaient environ 15,7 %** des mouvements de population enregistrés au cours du mois.

Dans ce contexte, l'accès humanitaire s'était également dégradé sous l'effet de l'insécurité persistante, des restrictions de mouvement et de la présence de groupes armés dans plusieurs zones d'intervention. Cette situation avait contribué à aggraver les besoins humanitaires, en particulier dans les zones rurales isolées où certaines communautés restaient difficiles d'accès et partiellement coupées de l'assistance. Selon OCHA, **37 incidents affectant les acteurs humanitaires** ont été enregistrés au cours du mois dans l'est du pays, dont **46 % au Nord-Kivu et 24 % en Ituri**, confirmant la concentration des contraintes d'accès dans ces provinces. Ces incidents comprenant notamment des **menaces** contre le **personnel humanitaire**, des **restrictions de circulation** et des **actes de criminalité**, limitaient l'accès aux populations vulnérables vivant dans des zones enclavées. Ils ralentissaient également la mise en œuvre de plusieurs programmes humanitaires.

### Décembre 2025: Dégradation sécuritaire et pression accrue sur la réponse

En décembre 2025, la situation humanitaire dans l'est de la RDC était toujours marquée par la persistance des déplacements de population et par l'enclavement de plusieurs zones affectées par le conflit. Le nombre de ménages déplacés avait enregistré une hausse globale de **117 %** par rapport au mois de novembre, avec des augmentations particulièrement marquées en **Ituri (914 %) et au Sud-Kivu (433 %)** (CAT). Cette dynamique reflète l'intensification des violences et la volatilité du contexte sécuritaire dans plusieurs territoires des trois provinces en décembre.

Au cours de ce mois, les opérations des acteurs humanitaires s'était également détérioré, avec l'enregistrement de **48 nouveaux incidents affectant l'action humanitaire, dont environ la moitié dans la province du Sud-Kivu** (OCHA). Les incidents signalés comprenaient notamment des entraves administratives, des agressions physiques contre le personnel humanitaire et diverses restrictions d'accès, compliquant l'acheminement de l'aide dans plusieurs zones affectées par les combats et les déplacements de population (OCHA).

Parallèlement, la réponse humanitaire était fortement contrainte par un déficit important de financement ainsi que par des obstacles logistiques liés à l'insécurité persistante. Sur environ **11 millions de personnes ciblées** par l'assistance humanitaire, **seuls 2,4 millions avaient effectivement pu être atteints par les interventions humanitaires** (OCHA). En outre, les analyses de [REACH](#) avaient mis en évidence une aggravation des besoins non satisfaits, en particulier dans le secteur de la **santé**, avec une **recrudescence d'épidémies** signalée dans plusieurs ZS du Sud-Kivu, notamment à **Kalole, Nyantende et Kabare**.

## Accès humanitaire\*

L'accès humanitaire dans les trois provinces était fortement conditionné par l'évolution du contexte sécuritaire, en particulier dans les zones caractérisées par la présence active de groupes armés et par la récurrence d'incidents ciblant les populations civiles ou les acteurs humanitaires.

L'analyse de l'évolution du nombre de ZS présentant un score d'accès  $\geq 3$  montrait une diminution entre octobre et novembre, suivie d'une hausse entre novembre et décembre. Le nombre de ZS passait ainsi de **40 en octobre à 17 en novembre**, avant de remonter à **34 en décembre** ([Dashboard GTACQ](#)). En effet, la période analysée illustre une dynamique particulièrement volatile : en octobre 2025, plusieurs ZS, notamment **Masisi, Nyiragongo, Kibirizi, Mweso, Pinga et Birambizo**, étaient considérées comme des zones à accès limité, en lien avec une augmentation des incidents sécuritaires et une détérioration de la perception de l'accès humanitaire ([CAT](#) et OCHA).

Par ailleurs, en novembre, une amélioration relative de l'accès humanitaire était observée dans certaines ZS, notamment à **Masisi et Rutshuru**. Cette amélioration s'expliquait principalement par une **diminution du nombre d'incidents sécuritaires** selon les données du CAT. Toutefois, cette amélioration se révélait temporaire. En décembre, certaines ZS telles que **Masisi, Mweso, Pinga, Bambu et Fataki** connaissaient une nouvelle détérioration de l'accès humanitaire, liée à une augmentation du nombre d'incidents sécuritaires de sévérité élevée (CAT).

## Besoins humanitaires

Le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri, qui concentraient les plus importantes populations déplacées, étaient également les provinces qui abritaient le plus grand nombre de personnes dans le besoin, ce qui mettait en évidence un lien direct entre déplacements de population et niveau des besoins humanitaires. Au cours du dernier trimestre de l'année 2025, le nombre de ZS présentant un **score de besoins  $\geq 3$  augmentait progressivement, passant de 36 à 39**, traduisant ainsi une hausse du nombre de personnes dans le besoin.

En effet, plusieurs ZS enregistraient des mouvements de population significatifs. Les ZS de **Masisi, Lubero, Rutshuru, Fizi et Nundu** figuraient parmi les zones les plus affectées par les déplacements, avec un **cumul de plus de 489 000 personnes déplacées** signalées au cours de la période analysée ([EHTools](#)). Par ailleurs, les ZS de **Fataki, Mulungu et Mweso** présentaient des scores moyens de besoins (entre octobre, novembre et décembre)  $\geq 4$ , ce qui traduisait des niveaux de besoins très élevés dans ces zones.

En parallèle des déplacements de population, **l'augmentation des prix des produits de base** constituait un facteur aggravant pour les ménages affectés. Dans certaines zones, le **coût du panier de dépenses minimum (MEB) augmentait d'environ 14 %** entre octobre et décembre, reflétant une hausse des prix des denrées alimentaires et des biens essentiels ([REACH](#)).

## Gaps de la réponse

Malgré certaines améliorations ponctuelles de l'accès humanitaire, les gaps de la réponse demeuraient significatifs dans plusieurs zones critiques de l'est de la RDC. Entre octobre et décembre 2025, **61 ZS maintenaient un score de gap  $\geq 3$** , bien que le nombre total de ZS présentant ce niveau de sévérité diminuait progressivement (passant de 74 à 70) courant la même période. Plusieurs zones, notamment **Mongbalu, Mandima et Tchomia** en Ituri, ainsi que **Masisi, Pinga et Kalunguta** au Nord-Kivu, et **Kalole, Fizi et Kamituga** au Sud-Kivu, affichaient des niveaux de gap élevés, traduisant des déficits persistants dans la couverture humanitaire.

Selon le bilan de décembre 2025, sur environ 11 millions de personnes ciblées, seulement 8,2 millions étaient effectivement atteintes, tandis que sur un **besoin financier estimé à 2,5 milliards USD**, à peine **608 millions avaient été mobilisés** ([OCHA](#), décembre 2025). À la même période, **282 acteurs humanitaires** étaient opérationnels, majoritairement concentrés dans les trois provinces de l'est, où près de **566 incidents affectant les humanitaires étaient recensés**. Dans ce contexte, le maintien de niveaux élevés de gaps s'expliquerait principalement par des contraintes d'accès liées à l'insécurité et par une insuffisance structurelle du financement, limitant la capacité d'intervention et l'extension géographique de la réponse.

\*En raison du manque de capacité, l'analyse de l'accès humanitaire au Sud-Kivu n'a pas pu être mise à jour par le CAT au mois de décembre

## Implications stratégiques pour la réponse humanitaire

L'analyse des tendances entre octobre et décembre 2025 met en évidence plusieurs implications stratégiques pour les acteurs humanitaires opérant dans le Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri.

- Il est nécessaire de renforcer les **mécanismes de négociation d'accès humanitaire**, en particulier dans les zones caractérisées par une présence active des acteurs en conflits.
- Les acteurs humanitaires doivent **prioriser les interventions dans les zones connaissant des déplacements massifs de population**, où les besoins humanitaires augmentent rapidement.
- Il est essentiel de **renforcer la coordination, afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles** dans la réponse humanitaire.
- La **mobilisation de financements supplémentaires** demeure une condition essentielle pour réduire les gaps de la réponse et **améliorer la couverture des interventions humanitaires** dans les zones les plus affectées.

Financé par :



En partenariat avec :



Avec le soutien de :

